

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 31/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETS SERRES SARL

9, rue des Ecureuils
route de Houeillès
47700 Casteljaloux

Références : FP/SM/UbD24-47/2024/193
Code AIOT : 0005202107

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement ETS SERRES SARL implanté 9, rue des Ecureuils route de Houeillès 47700 Casteljaloux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite de suivi des actions entreprises en réponse aux demandes du rapport d'inspection relatif à la visite réalisée le 21/12/2023 dans le cadre d'une régularisation de cessation d'activité ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS SERRES SARL
- 9, rue des Ecureuils route de Houeillès 47700 Casteljaloux

- Code AIOT : 0005202107
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SERRES exerçait des activités de travail et de traitement du bois liées à la fabrication de palettes en pin maritime, autorisées par arrêté préfectoral n° 89-2383 du 29 novembre 1989, et dont l'activité a cessé en 2021 sans que les démarches relatives à la cessation d'une ICPE n'aient été réalisées, conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 et suivants.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Autre du 03/03/2022, article Article R512-39-1 du code de l'environnement	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Cessation d'activité	Autre du 03/03/2022, article Article R512-39-2 du code de l'environnement	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des actions sont attendues concernant le comblement de 2 piézomètres et la définition de l'usage futur des parcelles ayant été libérées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Autre du 03/03/2022, article Article R512-39-1 du code de l'environnement
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 25/04/2024

Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Constats :

Conformément aux demandes formulées suite à l'inspection du 21 décembre 2023, l'exploitant a entrepris les actions suivantes:

- le bac de traitement du bois a été enlevé et la fosse de rétention qui était associée a été supprimée,
- Les stocks de ferrailles ont été enlevés
- Des séparations physiques ont été mises en place :
 - entre la parcelle 1068 et 1069 (clôture grillagée),
 - sur la parcelle 1071 (mur en parpaing) de façon à assurer une continuité avec la clôture grillagée qui était déjà présente en bout de parcelle.
- Un portail a par ailleurs été installé sur la parcelle 1070 matérialisant l'entrée sur l'ancien site industriel.

Concernant le hangar accueillant désormais l'activité padel, la partie dont l'ancien exploitant s'était gardé la jouissance pour y entreposer du matériel a finalement été débarrassée, et le contrat de location a été modifié afin de dédier dans son intégralité le hangar au complexe de padel.

Les différentes zones (habitations, complexe padel et le reliquat du site restant dédié à un usage de type industriel) sont bien délimitées et séparées physiquement.

Le regard qui était présent sur le côté sud du hangar dédié au padel, dont la trappe de visite était défectueuse, a été comblé et condamné dans la mesure où il n'avait plus d'utilité.

Le diagnostic environnemental a été transmis le 04/10/2024 . Le compte rendu correspondant conclut que « les analyses réalisées dans les sols ne mettent en évidence aucune anomalie significative qui pourrait être directement attribuable aux activités de la scierie sur le site. Aucune mesure de gestion n'est donc préconisée sur le site ».

Les 2 piézomètres Pz1 et Pz2, qui servaient au suivi des eaux souterraines et qui sont toujours en place, n'ont plus lieu d'être dans la mesure où il y a un arrêt définitif de la surveillance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et notamment son article 10, les piézomètres Pz1 et Pz2 devront être comblés selon les règles de l'art, et une copie du rapport de travaux transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Autre du 03/03/2022, article Article R512-39-2 du code de l'environnement

Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 25/04/2024

Prescription contrôlée :

I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.

II. - Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les

usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.

L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.

III. - A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.

IV. - Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.

V. - Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.

Constats :

Le rapport relatif au diagnostic environnemental, n'évoque pas la compatibilité du site au regard des différents types d'usages tels que définis à l'article D 556-1 A du code de l'environnement. Aucune réponse n'a été transmise par l'exploitant concernant la définition des types d'usage futur du site comme demandé dans le rapport daté du 25/01/24, et des usages autres qu'industriels sont d'ores et déjà dévolus à certaines zones du site (complexe de padel sur parcelles n° 703,822,824 et 48 à 70, usage résidentiel sur parcelles N°1071, 611 et 612).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra procéder aux formalités telles que mentionnées au paragraphe II, en précisant la répartition géographique des 3 différents types d'usage envisagés au regard de l'article D 556-1 A du code de l'environnement (industriel, résidentiel et complexe de padel).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois